

Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

NGO Action News

8 juin 2023

Moyen-Orient

- Le 6 juin, [Peace Now](#) a indiqué qu'un plan pour la zone industrielle de « Sha'ar Shomron », au sud de la ville palestinienne de Qalqiliya en Cisjordanie, a été déposé par le Conseil de planification supérieur d'Israël. Cette zone industrielle devrait devenir la plus grande de Cisjordanie, s'étendant sur 2 millions de mètres carrés de terres destinées à un usage industriel. Selon Peace now, le plan vise à créer un « continuum de zone de peuplement » entre les colonies de la région. Concrètement, Sha'ar Shomon estompera la Ligne verte, amènera l'économie israélienne en Cisjordanie et soutiendra l'économie des colonies, principalement au travers du versement de taxes foncières qui bénéficieront aux conseils régionaux et locaux d'Israël.
- Le 5 juin, [Al Mezan](#) a publié un article à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement, rappelant que Gaza ne dispose pas d'un environnement sain, propre et durable. Al Mezan a expliqué en détail la façon dont les politiques et pratiques israéliennes, y compris un blocus appliqué pendant 16 ans, ont des effets indésirables sur la capacité locale à protéger l'environnement et, en fin compte, entravent le droit des Palestiniens à un environnement sûr, propre, sain et durable. Al Mezan demande à la communauté internationale de prendre des mesures immédiates visant à traiter les causes sous-jacentes de la crise environnementale de Gaza. L'organisation a également insisté sur le fait qu'Israël doit s'acquitter de ses obligations à titre de puissance d'occupation, y compris en prenant les mesures appropriées pour empêcher les dommages significatifs causés à l'environnement dans les territoires occupés qui nuisent à la santé et au bien-être de la population palestinienne sous occupation.
- Le 4 juin, [Physicians for Human Rights](#) a publié un nouveau rapport rédigé par la plateforme des organisations non gouvernementales (ONG) israéliennes pour Human Rights qui s'intitule « State of the Occupation: A Joint Situation Report » (État de l'occupation : Un rapport conjoint de la situation). Ce rapport, fruit de la collaboration de 17 organisations de défense des droits humains, présente des mises à jour concernant la violence des forces de sécurité israélienne, l'annexion des terres palestiniennes, les déplacements ainsi que les attaques perpétrées contre les organisations de la société civile.
- Le 4 juin [B'Tselem](#) a fait savoir qu'en mars 2023 Israël avait placé 1002 Palestiniens en « détention administrative », battant ainsi un record vieux de 20 ans. B'Tselem a indiqué qu'Israël se servait de la détention administrative pour arrêter les militants politiques, qu'elle l'utilisait comme alternative rapide et simple aux procédures pénales, évitant ainsi l'exigence

de prouver la culpabilité des personnes arrêtées et de tenir un procès. Contrairement aux peines de prison, la détention administrative peut être prolongée de manière répétée et indéfinie, de sorte que les détenus et leurs familles ne savent jamais le moment auquel leur détention sera terminée et sont obligés de vivre dans l'incertitude pendant des mois, voire des années.

- Le 3 juin, [Al-Haq](#) a publié un article rappelant qu'un mois avant que deux millions de Palestiniens dans la bande de Gaza ne célèbrent le 16^e anniversaire du blocus illégal imposé par Israël, ils ont subi la sixième offensive militaire israélienne depuis 2008. Selon les déclarations officielles d'Israël, cette offensive militaire préalablement planifiée et qui a commencé le 9 mai 2023 et s'est terminée le 13 mai 2023 par un cesse-le-feu, visait des membres du mouvement du Jihad islamique dans la bande de Gaza. Al-Haq a fait savoir que, dans les faits, l'offensive israélienne se caractérisait par un bombardement généralisé des habitations civiles dans des zones densément peuplées, ciblant délibérément des familles entières, y compris des enfants.
- Le 24 mai, [7amleh](#) a indiqué que 11 membres du Congrès des États-Unis avaient adressé une lettre à Dan Schulman, PDG de PayPal, l'invitant vivement à ouvrir les services de l'entreprise aux Palestiniens qui vivent dans les territoires occupés. Cette lettre a été envoyée en collaboration avec 7amleh, dans le cadre d'une campagne de plus grande envergure intitulée PayPal4Palestine, qui a été lancée en 2016 en collaboration avec plusieurs organisations. La campagne met en évidence le fait que PayPal offre actuellement ses services dans l'ensemble de l'État d'Israël, même aux colons israéliens qui vivent dans les colonies illégales de Cisjordanie, mais ne permet pas aux Palestiniens d'accéder à ses services dans le cadre de ce qui ressemble à des pratiques commerciales discriminatoires. Le fait de refuser aux Palestiniens d'accéder aux services PayPal porte atteinte à leurs droits d'accéder à des moyens de subsistance et à des offres d'emploi ainsi qu'à participer au développement de leur économie.

Asie et Europe

- Le 5 juin, la [Coordination européenne des comités et associations pour la Palestine](#) a publié un communiqué de presse saluant les recommandations finales de l'[enquête de la commission d'enquête chargée d'enquêter sur l'utilisation de Pegasus et de logiciels espions de surveillance équivalents \(PEGA\)](#). La commission du Parlement européen était chargée d'enquêter sur les violations commises par le logiciel au sein de l'Union européenne. À la suite du scandale de Pegasus, cette association a plaidé en faveur de la commission, mettant en évidence le fait que la technologie des logiciels espions est dangereuse et que l'échange commercial de vulnérabilité donne un pouvoir imparable à quiconque achète cette technologie. L'association a ajouté que les entreprises d'espionnage israéliennes vendent un produit qui a été mis à l'essai sur des Palestiniens pendant l'occupation israélienne, dans le cadre des politiques d'apartheid et de l'oppression des organisations de la société civile. Des fausses accusations de terrorisme ont été justifiées par des « preuves » recueillies par le logiciel espion.

Amérique du Nord

- Le 7 juin, [Human Rights Watch](#) (HRW) a fait savoir que des groupes confessionnels en Amérique du Nord s'étaient rassemblés pour lancer l'initiative en faveur de communautés exemptes d'apartheid. Réunie par l'American Friends Service Committee, cette coalition rassemble plus de 100 congrégations, groupes confessionnels et organisations dans le cadre d'une campagne interconfessionnelle visant à mettre un terme au crime d'apartheid que subissent les Palestiniens. HRW a ajouté que ces types de mouvements interconfessionnels sont essentiels pour délivrer un message unifié sur les questions relatives aux droits humains.
- Le 6 juin, [Human Rights Watch](#) a publié un article sur les menaces des armes autonomes et des technologies de surveillance qu'Israël exerce sur les Palestiniens pour renforcer la discrimination systémique. L'auteur a fait savoir que les autorités israéliennes avaient mis au point et utilisé des drones, des munitions rôdeuses et des canons de tourelle à commande à distance, tels que Smart Shooter récemment installé à Hébron et Bethléem. L'intégration de l'intelligence artificielle et de technologies émergentes dans des systèmes d'armes soulève pour tous une série de questions éthiques, humanitaires et juridiques, y compris pour les Palestiniens.
- Le 5 juin, la [Fondation pour la paix au Moyen-Orient](#) (FMEP) a diffusé le podcast intitulé « Palestinian Rights, the IHRA Definition, & the Battle Around Biden's Antisemitism Strategy » (Les droits des Palestiniens, la définition de l'IHRA et la bataille autour de la stratégie antisémite de Biden). La présidente de la FMEP, Lara Friedman, parle avec Yousef Maunayyer de l'Arab Center Washington DC et Emma Saltzberg (Diaspora Alliance), dans le cadre d'une nouvelle stratégie nationale des États-Unis visant à contrer l'antisémitisme et ses conséquences dans la lutte contre l'antisémitisme et la lutte permanente contre l'utilisation des accusations d'antisémitisme pour délégitimer la critique de l'État d'Israël et de ses politiques ainsi que les objections à l'idéologie politique sioniste, ainsi qu'à attaquer et réduire au silence les critiques d'Israël et les défenseurs de l'histoire, de l'identité et des droits des Palestiniens.
- Le 5 juin, Brian Boyd, co-directeur du [Centre d'études palestiniennes de l'Université de Columbia](#), a participé à l'atelier « Retour à Shouqba : Une archéologie sociétale, une anthropologie des grottes et un héritage oral » qui s'est tenu à l'université de Bir Zeït. Brian a effectué des travaux de terrain en lien avec son projet de construction d'une anthropologie communauté dans la vallée du Jourdain, un projet communautaire de recherche et d'enseignement en muséologie et anthropologie qui est axé sur la ville et le paysage environnant de Shouqba dans les territoires palestiniens occupés. L'objectif général du projet est de contribuer à créer un héritage culturel durable ainsi que des collaborations en lien avec le tourisme entre les communautés locales, la diaspora palestinienne et les institutions locales, régionales et internationales (universitaires, gouvernementales et ONG).

Nations Unies

- Le 2 juin, le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient ([UNRWA](#)), Philippe Lazzarini, s'est alarmé de l'[aggravation de la crise financière de l'Office](#) et a mis en garde contre le risque imminent d'effondrement, cette année, lors de la conférence d'annonce de contribution réunie par le Président de l'Assemblée générale. Les États Membres se sont engagés, collectivement, à verser 812,3 millions USD, parmi lesquels 107,2 millions USD constituent de nouvelles contributions pour 2023. Alors que l'Office célébrera l'année prochaine son 75^e anniversaire, M. Lazzarini a en outre fait part de la nécessité d'entamer un débat stratégique sur la pérennité de l'UNRWA jusqu'à l'obtention d'une solution politique.
- L'Organisation [mondiale de la Santé \(OMS\)](#) a publié une infographie sur les attaques visant les services de santé dans les territoires occupés palestiniens au cours de la période de janvier à avril 2023. L'OMS a fait état de 96 incidents contre des établissements de santé, y compris des attaques de véhicules et de membres du personnel dans les territoires occupés palestiniens au cours des quatre premiers mois de l'année, touchant directement 78 travailleurs de la santé.

Cette lettre d'information recense les informations sur les activités récentes et à venir des organisations de la société civile affiliées au Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. Le Comité et la Division des droits des Palestiniens du Secrétariat des Nations Unies communiquent les informations « en l'état », sans garantie d'aucune sorte et déclinent toute responsabilité quant à l'exactitude ou à la fiabilité des informations contenues dans les sites Internet dont les liens figurent dans la lettre d'information.



<http://www.facebook.com/UN.palestinianrights>



<http://www.twitter.com/UNISPAL>